

APPEL PRESSANT DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME "ITEKA"  
ET "SONERA" SUR LES TUERIES EN COURS AU BURUNDI

B. No. 6  
- Burundi  
- civil. 1993  
- "société civile"  
- mens. son. rectifié

Dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993 une tentative de coup de force a été perpétrée par une partie de l'armée contre le pouvoir mis en place à la suite des élections de juin dernier. Cette tentative a coûté la vie au Chef de l'Etat, Melchior NDADAYE, et à quelques-uns de ses collaborateurs.

Dès le lendemain de cette tentative, des massacres à caractère politique et ethnique ont commencé à l'intérieur du pays. Dans plusieurs provinces, le pays est à feu et à sang. Les informations en notre possession font déjà état de plusieurs milliers de morts et de réfugiés.

Suite à la condamnation rapide et unanime du coup de force par les forces politiques, les confessions religieuses et la société civile du Burundi, grâce aussi à la réprobation internationale, les putschistes ont dû renoncer à installer un autre pouvoir. Ils ont accepté le retour à la légalité constitutionnelle.

Considérant cette situation, les Ligues ITEKA et SONERA

- Renouvellent leur condamnation ferme contre le coup de force, condamnation qu'elles avaient déjà eu l'occasion d'exprimer de concert avec les partis politiques, les confessions religieuses et d'autres associations de la société civile.

- Considèrent que tout bras de fer entre les différents protagonistes dans la gestion de la crise actuelle, tout attentisme du Gouvernement, de l'administration, des forces de l'ordre sont coupables face à l'ampleur des massacres.

- Demandent au Gouvernement de tout faire pour arrêter les massacres, c'est-à-dire  
  . d'adresser sans tarder et très régulièrement des messages radiodiffusés, sans ambiguïté, sans caractère partisan en vue d'amener la population à cesser les massacres,  
  . de donner des instructions appropriées aux responsables administratifs et aux forces de l'ordre pour qu'ils collaborent afin de faire cesser les massacres,  
  . de mettre sur pied sur pied une cellule de crise pour suivre la situation sur le terrain et trouver rapidement les solutions appropriées.

- Demandent à la population de sortir de la bestialité dans laquelle elle est engagée. S'entretuer est une pratique amoral et incompatible avec la démocratie. C'est déshonorer la mémoire du Président Melchior NDADAYE.

- Demandent enfin à la Communauté internationale en général, aux Ligues des Droits de l'Homme du monde entier en particulier, de réprover aussi bien le coup de force du 20-21 octobre 1993 que les massacres à caractère politique et ethnique dans lesquels le pays a sombré, et d'exiger des autorités légales du pays qu'elles s'engagent dans l'arrêt immédiat de ces massacres.

LIGUE ITEKA  
Gervais HAVYARIMANA

LIGUE SONERA  
Laurent NZEKIMANA

Fait à Bujumbura, le 25/10/1993